

3

**TROISIÈME
RAPPORT TRIMESTRIEL
DE TRANSAT A.T. INC.
PÉRIODE TERMINÉE
LE 31 JUILLET 2008**



Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008, par rapport au trimestre et à la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2007 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du troisième trimestre des exercices 2008 et 2007, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2007, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du deuxième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2007. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 9 septembre 2008. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures de rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions «Transat», «nous», «notre», «nos» ou la «société», sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme «s'attendre à», «anticiper», «planifier», «croire», «estimer», «avoir l'intention de», «viser», «projeter», «prévoir», ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les conflits armés, les attentats terroristes, les prix de l'énergie, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère

saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant

- La perspective de la société selon laquelle les revenus seront à la hausse et la marge semblable à celle de 2007.*
- La perspective de la société selon laquelle les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, les fonds dont elle dispose et les emprunts sur ses facilités de crédit seront suffisants pour combler ses besoins en fonds de roulement.*

En faisant ces déclarations, la société a supposé que les tendances des réservations se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet, et que les prix du carburant demeureront élevés. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par la loi.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Trimestres et périodes de neuf mois terminés les 31 juillet
(en milliers de dollars)

	2008	Trois mois			2008	Neuf mois		
		2007 Redressé ²	Écart	Écart		2007 Redressé ²	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
États consolidés des résultats								
Revenus	859 880	741 762	118 118	15,9	2 722 427	2 365 499	356 928	15,1
Marge ¹	12 764	25 907	(13 143)	(50,7)	98 056	116 948	(18 892)	(16,2)
Bénéfice net (perte nette)	(2 449)	16 107	(18 556)	(115,2)	28 135	71 878	(43 743)	(60,9)
Bénéfice (perte) de base par action	(0,07)	0,48	(0,55)	(114,6)	0,85	2,13	(1,28)	(60,1)
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	(0,07)	0,47	(0,54)	(115,0)	0,84	2,10	(1,26)	(60,0)
Dividende – actions de catégorie A et B	0,09	0,09	—	—	0,27	0,25	0,02	8,0
États consolidés des flux de trésorerie								
Activités d'exploitation	53 168	40 110	13 058	32,6	243 366	189 198	54 168	28,6
	Au 31 juillet 2008	Au 31 octobre 2007 Redressé²						
Bilans consolidés								
Trésorerie	259 641	166 768	92 873	55,7				
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	212 845	168 196	44 649	26,5				
Placements dans des PCAA	100 385	142 346	(41 961)	(29,5)				
	572 871	477 310	95 561	20,0				
Actif total	1 310 252	1 080 523	229 729	21,3				
Dette (à court terme et à long terme)	127 130	91 837	35 293	38,4				
Dette totale ¹	367 142	371 146	(4 004)	(1,1)				
Dette nette ¹	7 116	62 032	(54 916)	(88,5)				

¹Voir Mesures financières non conformes aux PCGR

²Voir Modifications de conventions comptables

1 MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les expressions «marge», «marge brute d'autofinancement», «dette totale» et «dette nette» n'ont pas de sens prescrit par les PCGR du Canada et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Cependant, ces expressions sont présentées de manière uniforme d'un exercice à l'autre, car la direction les utilise pour mesurer le rendement financier de la société.

La marge est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente. La marge correspond aux revenus desquels on soustrait les dépenses d'exploitation, selon les états consolidés des résultats non vérifiés.

La marge brute d'autofinancement est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer le rendement opérationnel et la capacité de la société de respecter ses

obligations financières. La marge brute d'autofinancement correspond aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation desquels on soustrait la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation, la variation nette des autres actifs et passifs et la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs selon les états consolidés des flux de trésorerie.

La dette totale est utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société. Elle correspond à la combinaison de la dette au bilan (dette à long terme et débenture) et des ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs, présentées à la page 13.

La dette nette est utilisée par la direction pour évaluer sa situation de trésorerie. Elle correspond à la dette totale (décrite ci-haut) moins la trésorerie et équivalent de trésorerie non détenus en fiducie ou autrement réservés et les placements dans des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»].

APERÇU

Transat compte parmi les plus grands voyageurs entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos produits dans deux secteurs géographiques, soit l'Amérique du Nord et l'Europe. Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfait ou non, y compris des sièges d'avion. Nous agissons à la fois comme voyageur expéditeur et comme voyageur réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et ailleurs, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total environ 500 agences de voyages et un système de distribution multi canaux faisant notamment appel à Internet. Transat s'appuie sur sa filiale Air Transat, le plus important transporteur aérien nolisé international au Canada, pour combler une partie importante de ses besoins en sièges d'avion. Nous offrons également des services à destination, des services de gestion hôtelière et des services aéroportuaires.

Le marché du tourisme international est en croissance et les touristes internationaux ont des marchés d'origine et des destinations de plus en plus variés. La vision de Transat est de maximiser la valeur pour les actionnaires en pénétrant de nouveaux marchés, en accroissant sa part de marché et en maximisant les bénéfices de l'intégration verticale. Nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyageur expéditeur et voyageur réceptif, en plus d'être la plus importante société de vols nolisés internationaux. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyageur expéditeur, de même qu'en Grèce comme voyageur réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 60 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyageur intégré, spécialisé dans les voyages vacances, notamment aux États-Unis et dans d'autres pays d'Europe.

Nous avons un plan stratégique triennal (2006-2008) axé sur la croissance et la rentabilité. Nous misons sur l'augmentation du tourisme international pour accélérer notre développement en Amérique du Nord et en Europe. Pour ce faire, nous visons à procéder à de nouvelles acquisitions, tout en poursuivant notre croissance interne à un rythme dynamique. Nos principaux axes stratégiques sont les suivants :

- Au Canada, renforcer notre présence en Ontario en ajoutant de nouvelles destinations et en étendant notre réseau de distribution de sorte à demeurer le numéro un partout au pays.
- En Europe, accroître notre part de marché et poursuivre notre intégration verticale en France et au Royaume-Uni, et poursuivre nos efforts en vue de nous étendre dans d'autres pays européens en tant que voyageur, notamment comme spécialiste à destination du Canada.
- Investir de nouveaux marchés, et en particulier devenir un voyageur aux États-Unis, tout en continuant d'étudier la possibilité de s'implanter sur d'autres marchés en Amérique du Nord.
- Accélérer le développement des services à destination et prendre en charge une partie de nos besoins en hébergement.
- Poursuivre nos efforts et nos investissements en technologie et en formation.

Voici nos objectifs pour l'exercice 2008 :

- Consolider notre position de chef de file au Canada et resserrer les liens de Transat Tours Canada avec nos filiales européennes actives sur le marché transatlantique.
- Accroître notre compétitivité et notre envergure en tant que voyageur européen.
- Pénétrer de nouveaux marchés expéditeurs.
- Capitaliser sur l'intégration verticale à destination.
- Donner des moyens additionnels aux gestionnaires d'assurer activement le développement du personnel dans une perspective de pérennité et de gestion des connaissances.
- Mettre au point et implanter une infrastructure intégrée de gestion de l'information qui soutienne le développement et contribue activement à une croissance rentable.
- Étoffer nos structures, nos processus et nos stratégies en vue de faire face à l'évolution rapide de l'industrie du tourisme, en particulier au chapitre des attentes et des enjeux relevant de la responsabilité sociale.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché, la croissance de nos revenus et notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie, nos placements et nos facilités de crédit.

Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACQUISITIONS

Le 10 décembre 2007, la société a acquis une participation de 35 % dans Caribbean Investments B.V., une société qui exploite cinq hôtels, situés au Mexique et en République dominicaine, pour une contrepartie au comptant de 50,6 millions de dollars [50,1 millions de dollars US] et des paiements conditionnels supplémentaires totalisant 5,0 millions de dollars basés sur l'atteinte de certaines conditions spécifiques d'ici 2009, dont un montant de 1,0 million de dollars [1,0 million de dollars US] a été payé au cours du troisième trimestre. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation, et la quote-part du bénéfice net de la société acquise a été comptabilisée à compter du 10 décembre 2007. La répartition du prix d'achat relatif à cette acquisition est préliminaire et devrait être finalisée dès que la direction de la société aura recueilli toutes les informations importantes jugées nécessaires.

De plus, le 9 avril 2008, la société a effectué un apport en capital de 4,2 millions de dollars [4,1 millions de dollars US] dans la société Caribbean Investments B.V.

Au cours du troisième trimestre, la société a payé une contrepartie conditionnelle de 3,8 millions de dollars [2,4 millions d'euros] relativement à l'acquisition de L'Européenne de Tourisme (Amplitude Internationale), dont un montant de 1,9 million de dollars [1,4 million d'euros] était déjà comptabilisé à titre de charge à payer. Un montant de 1,6 million de dollars a été comptabilisé à titre d'écart d'acquisition.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2007, nos revenus ont augmenté de 118,1 millions de dollars pour le trimestre et de 356,9 millions de dollars pour la période de neuf mois. L'augmentation globale de nos revenus tient à une croissance des revenus en Amérique du Nord de 7,3 % pour le trimestre et de 11,9 % pour la période de neuf mois et à une croissance des revenus en Europe de 31,4 % pour le trimestre et de 26,7 % pour la période de neuf mois. Ces augmentations sont principalement attribuables à un accroissement de l'activité commerciale (en raison de l'augmentation de l'offre de nos produits), à une augmentation des ventes de sièges à des tierces parties (pendant la saison hivernale), et en partie attribuable à l'acquisition d'Amplitude Internationale («Amplitude») en 2007. Comparativement à l'exercice précédent, et en raison de l'augmentation de l'offre de nos produits sur les différents marchés, nous avons enregistré des hausses du nombre de voyageurs de 7,2 % pour le trimestre et de 20,9 % pour la période de neuf mois.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les coûts directs, les salaires et avantages sociaux, le carburant d'aéronefs, les commissions, l'entretien d'aéronefs, les frais d'aéroports et de navigation et les loyers d'aéronefs.

Nos dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 131,3 millions de dollars pour le trimestre et de 375,8 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 par rapport à 2007. Ces augmentations sont attribuables à des hausses de nos dépenses d'exploitation en Amérique du Nord de 12,3 % pour le trimestre et de 14,2 % pour la période de neuf mois ainsi qu'à des hausses en Europe de 29,5 % pour le trimestre et de 25,5 % pour la période de neuf mois.

REVENUS

Pour les périodes terminées les 31 juillet
(en milliers de dollars)

2008 \$	Trois mois			Écart %	2008 \$	Neuf mois			Écart %
	2007 \$	Écart \$	Écart %			2007 \$	Écart \$	Écart %	
859 880	741 762	118 118	15,9		2 722 427	2 365 499	356 928	15,1	

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Pour les périodes terminées les 31 juillet
(en milliers de dollars)

	2008	Trois mois			2008	Neuf mois		
		2007 Redressé	Écart	Écart		2007 Redressé	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Coûts directs	480 375	389 842	90 533	23,2	1 542 282	1 275 687	266 595	20,9
Salaires								
et avantages sociaux	87 611	82 536	5 075	6,1	262 009	241 599	20 410	8,4
Carburant d'aéronefs	104 037	73 343	30 694	41,8	260 543	196 559	63 984	32,6
Commissions	35 774	37 316	(1 542)	(4,1)	141 891	154 783	(12 892)	(8,3)
Entretien d'aéronefs	24 241	18 816	5 425	28,8	72 190	62 743	9 447	15,1
Frais d'aéroports								
et de navigation	24 736	23 711	1 025	4,3	66 451	62 133	4 318	6,9
Loyer d'aéronefs	12 047	12 430	(383)	(3,1)	36 325	36 567	(242)	(0,7)
Autres	78 295	77 861	434	0,6	242 680	218 480	24 200	11,1
Total	847 116	715 855	131 261	18,3	2 624 371	2 248 551	375 820	16,7

Les coûts directs comprennent le coût des différents éléments constitutifs d'un voyage qui seront ensuite vendus au consommateur par les agences de voyages. Ces coûts sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtel ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, ces coûts ont représenté 55,9 % de nos revenus, en hausse comparativement à 52,6 % pour la même période en 2007. Pour la période de neuf mois, ces coûts ont représenté 56,7 % de nos revenus, en hausse comparativement à 53,9 % par rapport à 2007. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, les coûts directs ont augmenté de 23,2 % pour le troisième trimestre et de 20,9 % pour la période de neuf mois. Les augmentations en dollars découlent principalement de l'accroissement des activités commerciales et aussi de la hausse de nos coûts de sièges, causée entre autres par la hausse des prix du carburant, et par la vigueur de l'euro par rapport au dollar.

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 6,1 % pour le trimestre et de 8,4 % pour la période de neuf mois comparativement à 2007. Ces hausses sont principalement attribuables à l'intensification des activités commerciales et à l'ajout à notre flotte d'un aéronef en juillet 2007 et d'un autre en février 2008.

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 41,8 % pour le trimestre et de 32,6 % pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, soit 30,7 millions de dollars et 64,0 millions de dollars respectivement. Ces augmentations découlent principalement de la hausse importante des prix du carburant, de l'intensification de nos activités commerciales, et de l'ajout à la flotte depuis le 1^{er} novembre 2006 de deux aéronefs.

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur.

La dépense de commissions a diminué de 1,5 million de dollars au cours du troisième trimestre et de 12,9 millions de dollars au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice de 2007. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008, la dépense de commissions a représenté 4,2 % de nos revenus comparativement à 5,0 % pour la même période en 2007. Pour la période de neuf mois, la dépense de commissions a représenté 5,2 % de nos revenus comparativement à 6,5 %. Ces baisses sont principalement attribuables à la baisse des taux de commission au Canada et, en partie, attribuable aux synergies accrues résultant de l'élargissement de notre réseau d'agences de voyages réalisé à la suite de notre acquisition survenue au cours de l'exercice 2006 et à l'augmentation des ventes directes de nos filiales européennes.

Les coûts d'entretien d'aéronefs se rapportent principalement aux frais engagés par Air Transat pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2007, ces dépenses ont augmenté de 28,8 % au cours du trimestre et de 15,1 % au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. Ces hausses s'expliquent principalement par l'ajout de deux aéronefs à notre flotte depuis le 1^{er} novembre 2006 et par l'intensification des activités commerciales, cependant freinée par la vigueur du dollar face à la devise américaine.

Les frais d'aéroports et de navigation se rapportent principalement aux droits exigés par les aéroports. Les augmentations de 4,3 % pour le trimestre et de 6,9 % pour la période de neuf mois en regard des périodes correspondantes de l'exercice précédent sont le résultat de l'intensification des activités commerciales.

Les loyers d'aéronefs sont demeurés relativement stables comparativement aux périodes correspondantes de 2007. La force du dollar par rapport à la devise américaine a compensé la hausse des loyers relatifs aux aéronefs qui ont été ajoutés à la flotte en 2007 et en 2008.

Les autres frais ont augmenté de 0,4 million de dollars (0,6 %) au cours du troisième trimestre et de 24,2 millions de dollars (11,1 %) pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 en regard de 2007. L'augmentation pour la période de neuf mois résulte de l'accroissement de notre niveau d'activité et est principalement reliée aux autres coûts d'exploitation de nos aéronefs. Cependant, en pourcentage des revenus, les autres frais ont diminué pour le trimestre, passant de 10,5 % en 2007 à 9,1 % en 2008, alors que pour la période de neuf mois ils sont passés de 9,2 % en 2007 à 8,9 % en 2008.

MARGE

Compte tenu de ce qui précède, nos marges en proportion de nos revenus ont diminué, passant de 3,5 % en 2007 à 1,5 % en 2008 pour le trimestre terminé le 31 juillet et passant de 4,9 % en 2007 à 3,6 % en 2008 pour la période de neuf mois terminée à la même date. L'érosion de nos marges résulte principalement de notre incapacité de répercuter en temps réel les augmentations importantes des prix du carburant sur les prix de vente, combinée aux pressions à la baisse sur les prix de vente compte tenu de l'offre excédentaire sur le marché, et ce, principalement sur nos destinations dans les Caraïbes et au Mexique.

LES SECTEURS GÉOGRAPHIQUES – AMÉRIQUE DU NORD

En Amérique du Nord, les revenus ont augmenté de 7,3 % au cours du troisième trimestre et de 11,9 % au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 comparativement aux mêmes périodes de 2007. Ces augmentations sont principalement attribuables aux hausses des prix de vente moyens sur nos routes vers l'Europe et à la hausse du nombre de voyageurs de 1,1 % pour le trimestre et d'une hausse de 18,3 % du nombre de

voyageurs pour la période de neuf mois comparativement à 2007. Pour le trimestre, nous avons réalisé une marge négative de 2,3 % comparativement à une marge positive de 2,3 % en 2007. Pour la période de 9 mois, les marges sont passées de 5,6 % en 2007 à 3,6 % en 2008. L'érosion de nos marges résulte principalement des prix du carburant qui n'ont cessé d'enregistrer des niveaux record combinés à la pression à la baisse sur les prix de vente compte tenu de l'offre excédentaire sur le marché et de la concurrence qui demeure vigoureuse.

LES SECTEURS GÉOGRAPHIQUES – EUROPE

En Europe, les revenus et les dépenses d'exploitation ont augmenté par rapport au trimestre et à la période de neuf mois correspondants de l'exercice précédent. Ces augmentations découlent principalement de l'intensification des activités commerciales pour toutes nos sociétés européennes, et par notre acquisition d'Amplitude en 2007, et aussi de la vigueur de l'euro par rapport au dollar. Nous avons enregistré une hausse du nombre de voyageurs de 20,2 % au cours du trimestre et de 31,7 % au cours de la période de neuf mois, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. En excluant les voyageurs d'Amplitude, nous affichons une augmentation du nombre de voyageurs de 8,3 % pour le trimestre et de 12,1 % pour la période de neuf mois. Nos activités européennes ont affiché une marge de 24,5 millions de dollars (7,0 %) au cours du trimestre comparativement à 15,1 millions de dollars (5,6 %) en 2007. Pour la période de neuf mois, nous affichons des marges de 23,0 millions de dollars (3,5 %) en 2008 comparativement à 13,6 millions de dollars (2,6 %) en 2007. L'amélioration des marges est due, entre autres, grâce à l'amélioration de la rentabilité de Canadian Air Affair comparativement à 2007.

LES SECTEURS GÉOGRAPHIQUES – AMÉRIQUE DU NORD

Pour les périodes terminées les 31 juillet
(en milliers de dollars)

	2008	Trois mois		Écart	Écart	2008	Neuf mois		Écart	Écart
		2007	Écart				2007	Écart		
	\$	Redressé	\$	%	\$	Redressé	\$	%	\$	%
Revenus	509 477	475 034	34 443	7,3	2 069 663	1 850 126	219 537	11,9		
Dépenses d'exploitation	521 212	464 180	57 032	12,3	1 994 571	1 746 803	247 768	14,2		
Marges	(11 735)	10 854	(22 589)	(208,1)	75 092	103 323	(28 231)	(27,3)		

LES SECTEURS GÉOGRAPHIQUES – EUROPE

Pour les périodes terminées les 31 juillet
(en milliers de dollars)

	2008	Trois mois		Écart	Écart	2008	Neuf mois		Écart	Écart
		2007	Écart				2007	Écart		
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%	\$	%
Revenus	350 403	266 728	83 675	31,4	652 764	515 373	137 391	26,7		
Dépenses d'exploitation	325 904	251 675	74 229	29,5	629 800	501 748	128 052	25,5		
Marges	24 499	15 053	9 446	62,8	22 964	13 625	9 339	68,5		

AUTRES DÉPENSES ET REVENUS

Pour les périodes terminées les 31 juillet
(en milliers de dollars)

	Trois mois				Neuf mois			
	2008	2007	Écart	Écart	2008	2007	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Amortissement	14 911	12 850	2 061	16,0	42 416	37 720	4 696	12,4
Intérêts sur la dette à long terme et la débenture	2 028	1 537	491	31,9	6 473	5 111	1 362	26,6
Autres intérêts et frais financiers	527	320	207	64,7	834	1 219	(385)	(31,6)
Revenus d'intérêts	(4 651)	(5 512)	(861)	(15,6)	(12 794)	(15 355)	(2 561)	(16,7)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	4 661	(3 904)	8 565	219,4	(14 314)	(12 944)	(1 370)	10,6
(Gain) perte de change sur les éléments monétaires à long terme	218	(1 791)	2 009	112,2	(2)	(2 238)	2 236	(99,9)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	—	—	s.o.	32 137	—	32 137	s.o.
Gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale	—	—	—	s.o.	(1 605)	—	(1 605)	s.o.
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) des sociétés satellites	915	(89)	1 004	(1 128,1)	(602)	(643)	41	(6,4)

AUTRES DÉPENSES ET REVENUS

L'amortissement est calculé sur les immobilisations corporelles, les actifs incorporels amortissables, les avantages incitatifs reportés et les autres actifs, constitués principalement de frais de mise en exploitation. L'amortissement a augmenté de 2,1 millions de dollars (16,0 %) au cours du trimestre, passant de 12,9 millions de dollars en 2007 à 14,9 millions de dollars en 2008. Pour la période de neuf mois, l'amortissement a augmenté de 4,7 millions de dollars pour s'établir à 42,4 millions de dollars. Ces augmentations sont principalement attribuables aux acquisitions d'immobilisations corporelles effectuées au cours de l'exercice 2007.

Les intérêts sur la dette à long terme et la débenture ont augmenté de 0,5 million de dollars au cours du trimestre comparativement à 2007. Pour la période de neuf mois, les intérêts ont augmenté de 1,4 million de dollars. Malgré des niveaux moyens de dettes supérieurs en 2008 comparativement à 2007, la dépense d'intérêts n'a que légèrement augmenté étant donné des taux d'intérêts plus favorables en 2008 comparativement à 2007.

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers ont augmenté de 0,2 million de dollars au cours du troisième trimestre alors qu'ils ont diminué de 0,4 million de dollars au cours de la période de neuf mois, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les revenus d'intérêts ont diminué de 0,9 million de dollars (15,6 %) pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 comparativement à celui de 2007. Pour la période de neuf mois terminée à la même date, les revenus d'intérêts ont

diminué de 2,6 millions de dollars (16,7 %). Ces diminutions résultent principalement de soldes moyens de trésorerie et équivalents de trésorerie et de taux d'intérêts moins élevés qu'au cours des mêmes périodes en 2007.

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation au cours des périodes de la juste valeur des instruments financiers dérivés, non échus au 31 juillet 2008, utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Comparativement au trimestre et à la période de neuf mois correspondants de l'exercice précédent, la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs ont respectivement diminué de 8,6 millions de dollars et augmenté de 1,4 million de dollars.

La perte de change sur les éléments monétaires à long terme de 0,2 million de dollars pour le trimestre est principalement attribuable à l'effet défavorable des taux de change sur notre dette à long terme.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, Travel Superstore inc., une filiale de la société, a conclu le rachat des actions privilégiées rachetables détenues par un de ses actionnaires minoritaires pour une contrepartie en espèces de 0,3 million de dollars. Ces actions privilégiées rachetables étaient considérées comme élément de passif et un montant de 1,9 million de dollars était inclus dans les autres passifs présentés au bilan. Étant donné le classement de ces actions privilégiées rachetables à titre d'élément de passif, le gain de 1,6 million

de dollars a été enregistré à l'état consolidé des résultats. Un montant de 0,6 million de dollars lié à cette transaction est également inclus à titre de part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales à l'état consolidé des résultats.

Notre quote-part de la perte nette des sociétés satellites pour le présent trimestre correspond à notre quote-part de la perte nette de Caribbean Investments B.V. (voir section Acquisitions). Le 1^{er} novembre 2007 nous avons procédé à une réorganisation de nos voyageurs réceptifs œuvrant dans les Caraïbes et sommes devenus actionnaires majoritaires. À la suite de cette réorganisation, les sociétés, qui étaient auparavant des sociétés satellites, sont devenues des filiales et leurs résultats sont donc consolidés à ceux de la société depuis la date de réorganisation. Cette réorganisation n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats de la société.

DÉVALUATION DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

Au 31 juillet 2008, la société détenait un portefeuille de papiers commerciaux adossés à des actifs émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143,5 millions de dollars. Au milieu du mois d'août 2007, le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs («PCAA») émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. Depuis ce temps, aucune transaction portant sur des titres détenus par la société n'a été conclue sur un marché actif.

Le 16 août 2007, à la suite de la crise des liquidités, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'«accord»], d'une période de moratoire relativement au PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité d'investisseurs pancanadien a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

Le 17 mars 2008, le comité pancanadien a obtenu une ordonnance de la Cour supérieure de justice de l'Ontario en vertu des dispositions de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC) établissant une procédure d'approbation par les porteurs de billets du plan de restructuration déposé par le comité. Selon les termes de la LACC, le plan doit être approuvé par une majorité simple de porteurs de billets de même que par les porteurs de billets qui représentent au moins 66 2/3 % du montant total agrégé des capitaux de PCAA affectés.

Le 20 mars 2008, le comité a rendu disponible le plan de restructuration et d'autres documents pertinents. Compte tenu de l'information rendue disponible, la société a effectué la répartition suivante de la valeur nominale de ses PCAA :

- La société détient 114,8 millions de dollars de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui

seront restructurés en billets à taux variable venant à échéance jusqu'au 31 décembre 2016. La société prévoit recevoir des billets de remplacement à la valeur nominale comme suit :

Catégorie A-1 : 35,2 millions de dollars

Catégorie A-2 : 65,0 millions de dollars

Catégorie B : 11,2 millions de dollars

Catégorie C : 3,4 millions de dollars

- La société détient 12,7 millions de dollars de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et qui seront restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2037.
- La société détient 16,0 millions de dollars de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui seront restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2037.

Le 25 avril 2008, le plan de restructuration proposé par le comité pancanadien des investisseurs de PCAA a été approuvé par les porteurs de billets. Le 5 juin 2008, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a homologué le plan de restructuration du comité. Le 25 juin 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario auprès de la Cour d'appel de l'Ontario. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario approuvant le plan de restructuration du comité. Le 29 août 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour d'appel de l'Ontario auprès de la Cour suprême du Canada.

Compte tenu de l'information rendue disponible au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008, des changements survenus dans les conditions de marché du crédit et de la revue des hypothèses utilisées compte tenu de ces nouvelles informations, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA.

Faute de marché actif pour les titres de PCAA, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction du risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur le marché en cause, les montants à recevoir, les dates d'échéance et l'hypothèse d'une forte probabilité que le processus de restructuration de l'accord se concrétisera au cours de l'automne 2008.

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,00 % à 4,82 % (taux moyen

pondéré de 3,2 %), selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur des périodes variant de 5 à 28 ans (période moyenne pondérée de 7,4 ans) et selon des taux d'actualisation variant de 5,25 % à 48 % (taux moyen pondéré de 12,0 %) qui tiennent comptes de la liquidité. La société a également tenu compte de la part estimative de la société des coûts de restructuration associés à l'accord.

Par suite de l'évaluation, la société n'a pas constaté, au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008, de dévaluation additionnelle de ses placements dans des PCAA (dévaluation de 32,1 millions de dollars pour la période de neuf mois). La provision pour dévaluation totale est de 43,3 millions de dollars au 31 juillet 2008. La dévaluation des placements dans des PCAA comprend également une perte de 0,2 million de dollars à la suite de la réalisation, pour une contrepartie en espèce de 10,8 millions de dollars, d'un placement d'une valeur nominale de 11,0 millions de dollars survenue en décembre 2007.

Une augmentation de 1 % des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 4 500 \$.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société au 31 juillet 2008 est entourée d'une grande incertitude. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours des prochains trimestres. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

La crise des liquidités qui frappe le marché canadien du PCAA émis par des tiers n'a pas eu d'incidence notable sur l'exploitation de la société. La société détient ou a accès aux fonds nécessaires pour remplir toutes ses obligations financières, d'exploitation ou réglementaires. Les fonds en fiducie, qui représentent les dépôts des clients, ainsi que les fonds disponibles, sont détenus à titre d'encaisse ou investis dans des instruments liquides (surtout de l'encaisse et des dépôts à terme) auprès d'un large éventail d'institutions financières importantes et ne sont nullement exposés à la crise du marché du PCAA.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Notre récupération d'impôts sur les bénéfices a atteint 3,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, par rapport à une charge de 5,9 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net (perte nette) des

sociétés satellites, le taux d'imposition réel a été de 79,6 % pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 et de 26,1 % pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, notre charge d'impôts sur les bénéfices a atteint 14,4 millions de dollars, par rapport à 31,5 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel a été de 32,0 % pour la période de neuf mois et de 30,5 % pour la période comparative de 2007.

La hausse des taux d'imposition du trimestre et de la période de neuf mois s'explique principalement par l'utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs de nos filiales françaises pour lesquelles aucun actif d'impôts futurs n'était comptabilisé, par le traitement fiscal de la dévaluation des placements dans des PCAA et par l'incidence des ajustements apportés aux taux d'impôts futurs.

BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)

En conséquence des éléments présentés dans la section *Activités consolidées*, notre perte nette pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 s'est établie à 2,4 millions de dollars, soit 0,07 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 16,1 millions de dollars, soit 0,48 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 32 656 000 pour le troisième trimestre 2008 et de 33 810 000 pour le troisième trimestre 2007.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, nous affichons un bénéfice net de 28,1 millions de dollars, soit 0,85 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 71,9 millions de dollars, soit 2,13 \$ par action pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 223 000 en 2008 et de 33 812 000 en 2007.

Sur une base diluée, la perte par action a atteint 0,07 \$ pour le troisième trimestre de 2008, par rapport à un bénéfice par action de 0,47 \$ en 2007; pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 le bénéfice par action atteint 0,84 \$, par rapport à 2,10 \$ pour la période correspondante de 2007. Le nombre ajusté moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer ces montants est de 32 722 000 (troisième trimestre 2008), 34 169 000 (troisième trimestre 2007), 33 486 000 (neuf premiers mois 2008) et de 34 231 000 (neuf premiers mois 2007). Voir la note 9 des États financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T4			T1		T2		T3	
	2007 redressé	2006	2008	2007 redressé	2008	2007 redressé	2008	2007 redressé	
Revenus	680 418	619 494	787 389	712 337	1 075 158	911 400	859 880	741 762	
Marge	21 169	28 821	15 944	26 202	69 348	64 839	12 764	25 907	
Bénéfice net (perte nette)	6 626	13 552	(10 094)	2 014	40 678	53 757	(2 449)	16 107	
Bénéfice (perte) de base par action	0,20	0,40	(0,30)	0,06	1,22	1,59	(0,07)	0,48	
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	0,20	0,39	(0,30)	0,06	1,21	1,57	(0,07)	0,47	

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en hausse (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) principalement en raison de la progression du nombre des voyageurs et des acquisitions effectuées depuis l'exercice 2006. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix et à l'augmentation des prix du carburant qui ont augmenté depuis 2006. En conséquence de ce qui précède, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier significativement d'un trimestre à l'autre.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 juillet 2008, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 259,6 millions de dollars, comparativement à 166,8 millions de dollars au 31 octobre 2007. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 212,8 millions de dollars à la fin du troisième trimestre 2008 comparativement à 168,2 millions de dollars au 31 octobre 2007. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 33,4 millions de dollars, soit un ratio de 1,04, par rapport à un fonds de roulement de 71,5 millions et un ratio de 1,11 au 31 octobre 2007. Cette baisse découle du reclassement dans l'actif à long terme de nos placements dans des PCAA, compensée par la variation nette favorable des instruments financiers dérivés.

La société dispose depuis le 16 novembre 2007, d'une entente avec une institution financière portant sur un crédit à terme rotatif, non garanti, au montant de 150,0 millions

de dollars et, aux fins d'émission de lettres de crédit, sur un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % des lettres de crédit émises. Cette entente vient à échéance le 16 novembre 2012. Selon les conditions de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (Taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Au 31 juillet 2008, le solde du crédit à terme rotatif utilisé s'élevait à 80,8 millions de dollars.

Également, le 1^{er} août 2008, la société a prolongé ses emprunts garantis par des aéronefs. En vertu de ces ententes, le montant des emprunts s'élève à 40 millions de dollars US et sont garantis par les aéronefs. Les emprunts portent intérêts aux taux TIOL majorés de 2,15 % et 3,25 % et viennent à échéance en 2011.

Nous avons aussi accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,3 millions d'euros (18,1 millions de dollars).

L'actif total a augmenté de 229,7 millions de dollars (21,3 %), passant de 1 080,5 millions le 31 octobre 2007 à 1 310,3 millions le 31 juillet 2008. Cette hausse est principalement attribuable à l'intensification des activités commerciales combinée à la saisonnalité de nos activités qui ont résulté en des augmentations de pratiquement tous les postes d'actif. Plus particulièrement, les soldes de trésorerie et des équivalents de trésorerie ont globalement augmenté de 137,5 millions de dollars, les débiteurs ont augmenté de 44,8 millions de dollars et nos autres actifs ont augmenté de 57,4 millions de dollars à la suite de nos investissements dans Caribbean Investments B.V. L'avoir des actionnaires a augmenté de 70,3 millions de dollars, passant de 283,5 millions de dollars au 31 octobre 2007 à 353,7 millions de dollars au 31 juillet 2008. Cette aug-

mentation découle principalement de la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie de 63,2 millions de dollars et du bénéfice net de 28,1 millions de dollars, compensée par la prime versée à la suite de rachat d'actions de 19,9 millions de dollars.

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du troisième trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 53,2 millions de dollars, par rapport à 40,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2007. L'augmentation de 13,1 millions de dollars survenue au cours du trimestre est principalement attribuable à la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation qui a été supérieure de 17,4 millions de dollars comparativement au trimestre de 2007, compensée par la baisse de notre rentabilité.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 54,2 millions de dollars passant de 189,2 millions de dollars en 2007 à 243,4 millions de dollars, en 2008. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation qui a été supérieure de 66,2 millions de dollars pour la période de neuf mois comparativement à la même période en 2007. Cette variation nette s'explique principalement par une variation des dépôts clients et revenus reportés plus favorable en 2008 qu'en 2007.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 38,0 millions de dollars pour le trimestre, une diminution de 31,1 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2007, principalement causée par la variation nette des placements dans des PCAA en 2007.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 135,7 millions de dollars comparativement à 58,9 millions de dollars en 2007, une hausse de 76,8 millions de dollars. Cette hausse découle principalement de l'acquisition d'une participation de 35 % dans la société Caribbean Investments B.V., pour lequel la société a versé un total de 55,8 millions de dollars et de la variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de la période de neuf mois qui a été supérieure de 63,3 millions de dollars à celle de la période correspondante de 2007. De plus, les acquisitions d'immobilisations corporelles, principalement des entretiens d'aéronefs et l'immeuble administratif de Look Voyages, ont été supérieures de 7,5 millions de dollars à celles de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés à même les activités de financement ont été de 42,2 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 8,5 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2007. Cette hausse résulte principalement de remboursements de la dette à long terme qui ont été supérieurs de 15,5 millions de dollars au cours du trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2007, compensée par une diminution des rachats d'actions de 7,1 millions de dollars.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés à même les activités de financement se sont établis à 1,3 million de dollars comparativement à 50,1 millions de dollars en 2007, une baisse de 48,8 millions de dollars. Cette baisse s'explique principalement par une augmentation nette de la dette à long terme de 31,0 millions de dollars au cours de la période de neuf mois comparativement à une diminution de 26,1 millions de dollars en 2007, compensée par une augmentation des rachats d'actions de 3,3 millions de dollars, comparativement à 2007.

FLUX DE TRÉSorerIE

Pour les périodes terminées les 31 juillet
(en milliers de dollars)

	2008	Trois mois 2007	Écart	2008	Neuf mois 2007	Écart
	\$	Redressé \$	\$	\$	Redressé \$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	53 168	40 110	13 058	243 366	189 198	54 168
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(37 958)	(69 023)	31 065	(135 694)	(58 864)	(76 830)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(42 181)	(33 661)	(8 520)	(1 258)	(50 051)	48 793
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(3 047)	4 323	(7 370)	(13 541)	2 510	(16 051)
Variation nette de la trésorerie	(30 018)	(58 251)	28 233	92 873	82 793	10 080

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 juillet 2008. Ces obligations s'élevaient à 127,1 millions de dollars au 31 juillet 2008 et à 91,8 millions de dollars au 31 octobre 2007. Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan qui peut être estimée, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, s'élevait à environ 240,0 millions de dollars au 31 juillet 2008 (279,3 millions au 31 octobre 2007) et se détaille comme suit :

	Au 31 juillet 2008 \$	Au 31 octobre 2007 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	11 452	10 751
Contrats de cautionnement	798	848
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	227 762	267 710
	240 012	279 309

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

Au 31 juillet 2008, l'endettement de la société avait augmenté par rapport au 31 octobre 2007.

La dette au bilan a augmenté de 35,3 millions de dollars, passant de 91,8 millions à 127,1 millions de dollars alors

que notre dette hors bilan a diminué de 39,3 millions de dollars, passant de 279,3 millions à 240,0 millions de dollars, le tout représentant une diminution de la dette totale de 4,0 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2007. L'augmentation de notre dette au bilan découle principalement de notre nouveau crédit à terme rotatif duquel nous avons tiré un montant de 80,8 millions de dollars au 31 juillet 2008. La diminution de notre dette hors bilan résulte quant à elle des remboursements de nos engagements, compensée par la signature d'un nouveau bail pour la location d'espaces de bureau et par l'effet défavorable des taux de change comparativement au 31 octobre 2007.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos investissements dans des PCAA, la dette nette de la société est passée de 62,0 millions de dollars le 31 octobre 2007 à 7,1 millions de dollars le 31 juillet 2008, soit une diminution de 88,5 %.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 juillet 2008, il y a trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

La société a renouvelé le 15 juin 2008, pour une période de douze mois, son offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités. Ce renouvellement vise de racheter pour fins d'annulation un nombre maximal de 3 175 506 actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B de la société, soit moins de 10 % des actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B détenues dans le public à la date du dépôt du renouvellement de l'offre.

Ce programme vise à permettre à la société d'acheter des actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B dans le cours normal des activités, au moment où la société estime que les actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B sont sous-évaluées par le marché.

Ces achats doivent être effectués par l'entremise de la Bourse de Toronto conformément à sa politique sur les offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Le prix que la société paiera pour toute action à droit de vote variable de catégorie A ou à droit de vote de catégorie B sera le cours au moment de l'acquisition plus les frais de courtage. Les achats ont commencé le 15 juin 2004 et prendront fin au plus tard le 14 juin 2009.

Conformément à ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, la société a racheté, au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, un total de 1 064 200 actions à droit de vote, composées d'actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 24,9 millions de dollars.

Au 31 juillet 2008, il y avait 1 583 159 actions à droit de vote variable de catégorie A et 31 070 223 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 juillet 2008, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 716 173, dont 322 217 pouvaient être exercées.

DIVIDENDES

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, la société a déclaré et versé des dividendes totalisant 9,0 millions de dollars, dont 2,9 millions de dollars au cours du troisième trimestre.

AUTRE

Afin d'améliorer davantage la flexibilité financière de la société, nous avons conclu en juin dernier une nouvelle entente de financement avec la Banque Nationale du Canada (BNC). En vertu de l'entente, la BNC mettra à la disposition de la société de nouvelles facilités de crédit, pour une période de trois ans et renouvelables annuellement à la discrétion de la BNC pour quatre années additionnelles, constituées de crédits plein recours et de crédits à recours limités, le tout totalisant jusqu'à 107,6 millions de dollars. Un total de 68,4 millions de dollars aux termes des facilités de crédit sera disponible sur la base d'un recours limité aux PCAA; alors que le solde des facilités de crédit, représentant 39,2 millions de dollars, sera disponible sur la base d'un plein recours à l'encontre de la société.

L'entente est sujette à la réalisation de conditions usuelles et à l'approbation définitive et finale et l'entrée en vigueur du plan de restructuration du marché des PCAA devant les tribunaux et la signature d'une quittance complète, finale et inconditionnelle en faveur de la BNC relativement à toute réclamation pouvant être liée aux PCAA.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

COÛTS POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS

Le 1^{er} novembre 2007, la société a modifié sa méthode comptable relativement à la comptabilisation des coûts pour remise en état des aéronefs. Jusqu'au 31 octobre 2007, la société comptabilisait ses coûts selon la méthode d'établissement de courus «*Accrued-in-advance method*», tel que décrit à la note 2 des états financiers vérifiés du 31 octobre 2007, et ce, conformément aux méthodes comptables suggérées dans le guide américain *Audits of Airlines* publié par l'*American Institute of Certified Public Accountants*.

Le 8 septembre 2006, le *Financial Accounting Standards Board* [«FASB»] a publié le *FASB Staff Position* [«FSP»] *AUG AIR-1, Accounting for Planned Major Maintenance Activities*. Ce FSP a modifié le guide *Audits of Airlines* afin d'exclure l'utilisation de la méthode d'établissement de courus comme méthode acceptable. Ce FSP est applicable à toutes les sociétés pour les exercices ouverts à compter du 15 décembre 2006.

Par conséquent, à compter du 1^{er} novembre 2007, la société a abandonné la méthode de l'établissement de courus et comptabilise les coûts pour remise en état des aéronefs comme suit :

Aéronefs loués

En vertu des baux, la société est tenue de maintenir les aéronefs en bon état et suivre le plan d'entretien. La société comptabilise l'obligation d'entretien des aéronefs loués en fonction du degré d'utilisation jusqu'au prochain entretien. L'obligation est ajustée pour tout changement dans les coûts prévus de l'entretien afférent. Selon le type d'entretien, le degré d'utilisation est déterminé en fonction des cycles, des heures de vols ou du passage du temps entre chaque entretien. L'excédent de l'obligation pour entretien sur les dépôts d'entretien aux bailleurs effectués et non réclamés est présenté au passif sous la rubrique «Provision pour remise en état des aéronefs loués».

Aéronefs acquis

Lors de l'acquisition d'un aéronef, une portion du coût est allouée à la catégorie «entretiens majeurs», laquelle est afférente aux coûts de remise en état des cellules, des moteurs et des trains d'atterrissages. Les aéronefs et les entretiens majeurs sont amortis en tenant compte de leur valeur résiduelle estimative prévue. Les aéronefs sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur des périodes variant de 7 à 10 ans alors que les entretiens majeurs, selon le type d'entretien, sont amortis selon la

méthode d'amortissement linéaire ou en fonction de l'utilisation de l'aéronef correspondant jusqu'au prochain entretien majeur afférent. Les coûts des entretiens majeurs subséquents sont capitalisés à titre d'entretiens majeurs et amortis selon leur type. Les coûts des autres entretiens, y compris les réparations imprévues, sont constatés au résultat net lorsque ceux-ci sont engagés.

Ce changement de convention comptable a été comptabilisé rétroactivement avec retraitement des périodes antérieures. L'application de ces nouvelles normes s'est traduite, le 1^{er} novembre 2006 par une augmentation des bénéfices non répartis de 2,6 millions de dollars et, au 31 octobre 2007, par une diminution nette des immobilisations corporelles de 17,0 millions de dollars, une diminution de la provision pour remise en état des aéronefs de 17,8 millions de dollars, une augmentation du passif d'impôts futurs de 0,3 million de dollars et une augmentation des bénéfices non répartis de 0,6 million de dollars. Pour le trimestre terminée le 31 juillet 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une diminution de la dépense d'entretien de 1,2 million de dollars (4,3 millions pour la période de neuf mois), une augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles de 2,2 millions de dollars (5,8 millions pour la période de neuf mois) et une diminution de la charge d'impôts futurs de 0,3 million de dollars (0,5 million pour la période de neuf mois), soit une diminution du bénéfice net de 0,6 million de dollars (0,9 million pour la période de neuf mois) et de 0,02 \$ sur le bénéfice dilué par action pour le trimestre (0,03 \$ pour la période de neuf mois). Également pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une augmentation des flux de trésorerie liés à l'exploitation et une diminution des flux de trésorerie liés à l'investissement de 2,6 millions de dollars (7,5 millions pour la période de neuf mois).

La société aurait également pu choisir de comptabiliser au résultat net les coûts d'entretien de ses aéronefs acquis, au fur et à mesure que ceux-ci sont engagés. La société est d'avis que les conventions adoptées fournissent une meilleure information aux utilisateurs des états financiers.

AUTRES NORMES

L'ICCA a publié les normes comptables suivantes qui sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2007 pour la société, soit les chapitres 3862 «Instruments financiers – informations à fournir», 3863 «Instruments financiers – présentation», 1535 «Informations à fournir concernant le capital» et 1506 «Modifications comptables».

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861 «Instruments financiers – informations à fournir et

présentation» et mettent l'accent sur la divulgation des risques associés aux instruments financiers, y compris les instruments de couverture et leur gestion.

Le chapitre 1535 exige que la société donne des informations supplémentaires sur la gestion de son capital et de sa conformité aux exigences en matière de capital si elle est soumise à des obligations extérieures.

Le chapitre 1506 fournit notamment des directives pour justifier un changement de convention comptable, le traitement approprié selon les circonstances et la divulgation requise.

La société invite le lecteur à se référer à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre terminé le 31 juillet 2008 pour plus de détail relativement à l'adoption de ces nouvelles normes.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064 «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui remplacera, à compter du 1^{er} novembre 2008 pour la société, le chapitre 3062 «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels», et le chapitre 3450 «Frais de recherche et de développement». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. La société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés. L'adoption du chapitre 3064 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Également en février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS). La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS. La société élabore actuellement son plan de conversion aux IFRS. Ce plan visera entre autres à identifier les différences entre les IFRS et les conventions comptables de la société, à en évaluer les incidences et, le cas échéant, à analyser les diverses conventions que la société pourrait choisir d'appliquer.

CONTRÔLE ET PROCÉDURES

Conformément à l'instrument 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information financière ainsi que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Les contrôles et procédures de communication de l'information financière fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la société et de ses filiales soit dûment communiquée. De plus, le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR du Canada.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier des effets notables. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Pour le reste de la saison estivale 2008, les niveaux des réservations sont globalement supérieurs à ceux de l'an dernier à pareille date. Les prix de vente sont généralement supérieurs sur le marché transatlantique, et inférieurs sur le marché Canada-Sud. La concurrence est intense et, dans un marché sensible au prix, nos marges demeurent exposées aux fluctuations imprévisibles du prix du carburant. Pour le quatrième nous anticipons des revenus à la hausse et une marge semblable à celle de 2007 sur une base consolidée, avec une marge inférieure en Amérique du Nord et à la hausse dans les opérations européennes.

Avis

Les vérificateurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par le vérificateur de l'entité.

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

Au 31 juillet 2008

Au 31 octobre 2007
[redressé — note 2]

	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	259 641	166 768
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés [note 3]	212 845	168 196
Placements dans PCAA [note 4]	—	142 346
Débiteurs	153 911	109 128
Impôts sur les bénéfices à recevoir	2 018	13 037
Actifs d'impôts futurs	3 313	25 250
Stocks	11 614	8 931
Frais payés d'avance	60 638	45 981
Instruments financiers dérivés [note 5]	53 406	26 997
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	35 305	31 077
Total de l'actif à court terme	792 691	737 711
Placements dans des PCAA [note 4]	100 385	—
Dépôts	15 881	17 191
Actifs d'impôts futurs	13 007	9 341
Immobilisations corporelles [note 2]	165 991	163 018
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels [note 6]	154 779	148 515
Instruments financiers dérivés [note 5]	5 731	316
Autres actifs [note 7]	61 787	4 431
	1 310 252	1 080 523
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	349 606	281 985
Impôts sur les bénéfices à payer	7 392	8 757
Passifs d'impôts futurs [note 2]	13 604	298
Dépôts de clients et revenus reportés	359 378	237 898
Instruments financiers dérivés [note 5]	15 613	88 469
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	13 668	48 794
Total du passif à court terme	759 261	666 201
Dette à long terme [notes 8 et 13]	110 306	39 887
Débeture	3 156	3 156
Provision pour remise en état des aéronefs loués [note 2]	36 270	31 701
Autres passifs	33 889	32 189
Instruments financiers dérivés [note 5]	351	6 135
Passifs d'impôts futurs [note 2]	13 289	17 802
	956 522	797 071
Avoir des actionnaires		
Capital-actions [note 9]	153 823	156 964
Bénéfices non répartis [note 2]	190 393	191 118
Surplus d'apport	3 575	1 871
Cumul des autres éléments du résultat étendu [note 10]	5 939	(66 501)
	353 730	283 452
	1 310 252	1 080 523

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 31 juillet		Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2008	2007 [redressé — note 2]	2008	2007 [redressé — note 2]
	\$	\$	\$	\$
Revenus	859 880	741 762	2 722 427	2 365 499
Dépenses d'exploitation				
Coûts directs	480 375	389 842	1 542 282	1 275 687
Salaires et avantages sociaux	87 611	82 536	262 009	241 599
Carburant d'aéronefs	104 037	73 343	260 543	196 559
Commissions	35 774	37 316	141 891	154 783
Entretien d'aéronefs [note 2]	24 241	18 816	72 190	62 743
Frais d'aéroports et de navigation	24 736	23 711	66 451	62 133
Loyer d'aéronefs	12 047	12 430	36 325	36 567
Autres	78 295	77 861	242 680	218 480
	847 116	715 855	2 624 371	2 248 551
	12 764	25 907	98 056	116 948
Amortissement [note 2]	14 911	12 850	42 416	37 720
Intérêts sur la dette à long terme et la débenture	2 028	1 537	6 473	5 111
Autres intérêts et frais financiers	527	320	834	1 219
Revenus d'intérêts	(4 651)	(5 512)	(12 794)	(15 355)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	4 661	(3 904)	(14 314)	(12 944)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	218	(1 791)	(2)	(2 238)
Dévaluation des placements dans des PCAA [note 4]	—	—	32 137	—
Gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale	—	—	(1 605)	—
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) des sociétés satellites	915	(89)	(602)	(643)
	18 609	3 411	52 543	12 870
Bénéfice (perte) avant les postes suivants	(5 845)	22 496	45 513	104 078
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	(704)	4 954	18 626	28 435
Futurs	(3 219)	904	(4 258)	3 078
	(3 923)	5 858	14 368	31 513
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(1 922)	16 638	31 145	72 565
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(527)	(531)	(3 010)	(687)
Bénéfice net (perte nette) de la période	(2 449)	16 107	28 135	71 878
Bénéfice (perte) par action [note 9]				
Bénéfice (perte) de base	(0,07)	0,48	0,85	2,13
Bénéfice (perte) dilué(e)	(0,07)	0,47	0,84	2,10

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 31 juillet		Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2008	2007 [redressé — note 2]	2008	2007 [redressé — note 2]
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette) de la période	(2 449)	16 107	28 135	71 878
Autres éléments du résultat étendu				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	9 151	(4 218)	34 429	(20 206)
Reclassement dans les résultats	7 612	(8 062)	58 594	(5 208)
Impôts futurs	(5 157)	4 410	(30 868)	8 576
	11 606	(7 870)	62 155	(16 838)
Pertes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie avant le 1 ^{er} novembre 2006, reclassées dans les résultats au cours de la période	61	3 389	522	15 378
Impôts futurs	(20)	(1 118)	(172)	(5 075)
	41	2 271	350	10 303
Gains (pertes) de change sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dus à (l'appréciation) la dépréciation en date d'arrêt des comptes du dollar canadien face à l'euro et à la livre sterling	(1 738)	(3 246)	9 935	(126)
	9 909	(8 845)	72 440	(6 661)
Résultat étendu de la période	7 460	7 262	100 575	65 217

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2008	2007 [redressé — note 2]
	\$	\$
Bénéfices non répartis au début de la période, solde déjà reporté	190 534	142 116
Modification d'une convention comptable [note 2]	584	2 561
Bénéfices non répartis au début de la période	191 118	144 677
Bénéfice net de la période	28 135	71 878
Prime versée au rachat d'actions [note 9]	(19 864)	(18 547)
Dividendes	(8 996)	(8 479)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	190 393	189 529

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 31 juillet		Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2008	2007 [redressé — note 2]	2008	2007 [redressé — note 2]
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (perte nette) de la période	(2 449)	16 107	28 135	71 878
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (rentrées de fonds) :				
Amortissement	14 911	12 850	42 416	37 720
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	4 661	(3 904)	(14 314)	(12 944)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	218	(1 791)	(2)	(2 238)
Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA	—	—	31 915	—
Perte sur disposition de placements dans des PCAA	—	—	222	—
Gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale	—	—	(1 605)	—
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) des sociétés satellites	915	(89)	(602)	(643)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	527	531	3 010	687
Impôts futurs	(3 219)	904	(4 258)	3 078
Charge de retraite	774	625	2 310	1 875
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	834	390	1 968	933
	17 172	25 623	89 195	100 346
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	29 169	11 741	148 110	81 881
Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation	3 544	3 015	1 492	2 047
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs	3 283	(269)	4 569	4 924
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	53 168	40 110	243 366	189 198
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(16 736)	(13 247)	(42 264)	(34 745)
Trésorerie et équivalents de trésorerie de sociétés acquises	—	3 427	—	3 427
Contrepartie versée pour une société acquise	(4 801)	(7 411)	(59 559)	(7 411)
Variation nette des placements dans des PCAA	—	(38 801)	10 778	(38 801)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	(16 421)	(12 991)	(44 649)	18 666
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(37 958)	(69 023)	(135 694)	(58 864)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Augmentation de la dette à long terme	697	—	69 419	—
Remboursement de la dette à long terme	(37 962)	(22 415)	(38 412)	(26 082)
Produit de l'émission d'actions	328	1 254	1 595	6 085
Rachat d'actions	(2 308)	(9 455)	(24 864)	(21 575)
Dividendes	(2 936)	(3 045)	(8 996)	(8 479)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(42 181)	(33 661)	(1 258)	(50 051)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(3 047)	4 323	(13 541)	2 510
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(30 018)	(58 251)	92 873	82 793
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	289 659	355 931	166 768	214 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	259 641	297 680	259 641	297 680
Informations supplémentaires				
Impôts sur les bénéfices payés	(1 232)	9 346	10 279	39 954
Intérêts payés	2 167	3 045	6 699	6 726

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options, des bons de souscription et des montants par option et par action] [non vérifiés]

NOTE 1 BASE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2007. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice en cours.

NOTE 2 NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

Coûts pour remise en état des aéronefs

Le 1^{er} novembre 2007, la société a modifié sa méthode comptable relativement à la comptabilisation des coûts pour remise en état des aéronefs. Jusqu'au 31 octobre 2007, la société comptabilisait ses coûts selon la méthode d'établissement de courus «*Accrued-in-advance method*», tel que décrit à la note 2 des états financiers vérifiés du 31 octobre 2007, et ce, conformément aux méthodes comptables suggérées dans le guide américain *Audits of Airlines* publié par l'*American Institute of Certified Public Accountants*.

Le 8 septembre 2006, le *Financial Accounting Standards Board* [«FASB»] a publié le *FASB Staff Position* [«FSP»] AUG AIR-1, *Accounting for Planned Major Maintenance Activities*. Ce FSP a modifié le guide *Audits of Airlines* afin d'exclure l'utilisation de la méthode d'établissement de courus comme méthode acceptable. Ce FSP est applicable à toutes les sociétés pour les exercices ouverts à compter du 15 décembre 2006.

Par conséquent, à compter du 1^{er} novembre 2007, la société a abandonné la méthode de l'établissement de courus et comptabilise les coûts pour remise en état des aéronefs comme suit :

Aéronefs loués

En vertu des baux, la société est tenue de maintenir les aéronefs en bon état et suivre le plan d'entretien. La société comptabilise l'obligation d'entretien des aéronefs loués en fonction du degré d'utilisation jusqu'au prochain entretien. L'obligation est ajustée pour tout changement dans les coûts prévus de l'entretien afférent.

Selon le type d'entretien, le degré d'utilisation est déterminé en fonction des cycles, des heures de vols ou du passage du temps entre chaque entretien. L'excédent de l'obligation pour entretien sur les dépôts d'entretien aux bailleurs effectués et non réclamés est présenté au passif sous la rubrique «Provision pour remise en état des aéronefs loués».

Aéronefs acquis

Lors de l'acquisition d'un aéronef, une portion du coût est allouée à la catégorie «entretiens majeurs», laquelle est afférente aux coûts de remise en état des cellules, des moteurs et des trains d'atterrissages. Les aéronefs et les entretiens majeurs sont amortis en tenant compte de leur valeur résiduelle estimative prévue. Les aéronefs sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur des périodes variant de 7 à 10 ans alors que les entretiens majeurs, selon le type d'entretien, sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire ou en fonction de l'utilisation de l'aéronef correspondant jusqu'au prochain entretien majeur afférent. Les coûts des entretiens majeurs subséquents sont capitalisés à titre d'entretiens majeurs et amortis selon leur type. Les coûts des autres entretiens, y compris les réparations imprévues, sont constatés au résultat net lorsque ceux-ci sont engagés.

Ce changement de convention comptable a été comptabilisé rétroactivement avec retraitement des périodes antérieures. L'application de ces nouvelles normes s'est traduite, le 1^{er} novembre 2006 par une augmentation des bénéfices non répartis de 2 561 \$ et, au 31 octobre 2007, par une diminution nette des immobilisations corporelles de 16 982 \$, une diminution de la provision pour remise en état des aéronefs de 17 826 \$, une augmentation du passif d'impôts futurs de 260 \$ et une augmentation des bénéfices non répartis de 584 \$. Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une diminution de la dépense d'entretien de 1 185 \$ et 4 333 \$ respectivement, une augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles de 2 151 \$ et 5 757 \$ et une diminution de la charge d'impôts futurs de 324 \$ et 477 \$, soit une diminution du bénéfice net de 642 \$ et 947 \$ respectivement et de 0,02 \$ sur le bénéfice dilué par action pour la période de trois mois et de 0,03 \$ sur le bénéfice dilué par action pour la période de neuf mois. Également pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et une diminution des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement de 2 598 \$ et 7 460 \$ respectivement.

La société aurait également pu choisir de comptabiliser au résultat net les coûts d'entretien de ses aéronefs acquis, au fur et à mesure que ceux-ci sont engagés. La société est d'avis que les conventions adoptées fournissent une meilleure information aux utilisateurs des états financiers.

Autres normes

L'ICCA a publié les normes comptables suivantes qui sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2007 pour la société, soit les chapitres 3862 «Instruments financiers – informations à fournir», 3863 «Instruments financiers – présentation», 1535 «Informations à fournir concernant le capital» et 1506 «Modifications comptables».

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861 «Instruments financiers – informations à fournir et présentation» et mettent l'accent sur la divulgation des risques associés aux instruments financiers, y compris les instruments de couverture et leur gestion.

Le chapitre 1535 exige que la société donne des informations supplémentaires sur la gestion de son capital et de sa conformité aux exigences en matière de capital si elle est soumise à des obligations extérieures.

Le chapitre 1506 fournit notamment des directives pour justifier un changement de convention comptable, le traitement approprié selon les circonstances et la divulgation requise.

Modifications futures de conventions comptables

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064 «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui remplacera, à compter du 1^{er} novembre 2008 pour la société, le chapitre 3062 «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels», et le chapitre 3450 «Frais de recherche et de développement». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. La société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés. L'adoption du chapitre 3064 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Également en février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS). La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS. La société élabore actuellement son plan de conversion aux IFRS. Ce plan visera entre autres à identifier les différences entre les IFRS et les conventions comptables de la société, à en évaluer les incidences et, le cas échéant, à analyser les diverses conventions que la société pourrait choisir d'appliquer.

NOTE 3 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 juillet 2008, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 167 151 \$ [168 196 \$ au 31 octobre 2007] de fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et 45 694 \$ [nil au 31 octobre 2007] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit et de contrats de change.

NOTE 4 PLACEMENTS DANS DES PCAA

Au 31 juillet 2008, la société détenait un portefeuille de papiers commerciaux adossés à des actifs émis par plusieurs fiduciaires ayant une valeur nominale globale de 143 500 \$. Au milieu du mois d'août 2007, le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs («PCAA») émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. Depuis ce temps, aucune transaction portant sur des titres détenus par la société n'a été conclue sur un marché actif.

Le 16 août 2007, à la suite de la crise des liquidités, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'«accord»], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité d'investisseurs pancanadien a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

Le 17 mars 2008, le comité pancanadien a obtenu une ordonnance de la Cour supérieure de justice de l'Ontario en vertu des dispositions de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC) établissant une procédure d'approbation par les porteurs de billets du plan de restructuration déposé par le comité. Selon les termes de la LACC, le plan doit être approuvé par une majorité simple de porteurs de billets de même que par les porteurs de billets qui représentent au moins 66 2/3 % du montant total agrégé des capitaux de PCAA affectés.

Le 20 mars 2008, le comité a rendu disponible le plan de restructuration et d'autres documents pertinents. Compte tenu de l'information rendue disponible, la société a effectué la répartition suivante de la valeur nominale de ses PCAA :

- La société détient 114 848 \$ de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui seront restructurés en billets à taux variable venant à échéance jusqu'au 31 décembre 2016. La société prévoit recevoir des billets de remplacement à la valeur nominale comme suit :
 - Catégorie A-1 : 35 217 \$
 - Catégorie A-2 : 64 997 \$
 - Catégorie B : 11 188 \$
 - Catégorie C : 3 446 \$
- La société détient 12 652 \$ de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et qui seront restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2037.
- La société détient 16 000 \$ de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui seront restructurés sur une base de série par série, chaque fiduciaire ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2037.

Le 25 avril 2008, le plan de restructuration proposé par le comité pancanadien des investisseurs de PCAA a été approuvé par les porteurs de billets. Le 5 juin 2008, la Cour supérieure de justice

de l'Ontario a homologué le plan de restructuration du comité. Le 25 juin 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario auprès de la Cour d'appel de l'Ontario. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario approuvant le plan de restructuration du comité. Le 29 août 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour d'appel de l'Ontario auprès de la Cour suprême du Canada.

Compte tenu de l'information rendue disponible au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008, des changements survenus dans les conditions de marché du crédit et de la revue des hypothèses utilisées compte tenu de ces nouvelles informations, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA.

Faute de marché actif pour les titres de PCAA, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction du risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur le marché en cause, les montants à recevoir, les dates d'échéance et l'hypothèse d'une forte probabilité que le processus de restructuration de l'accord se concrétisera au cours de l'automne 2008.

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,00 % à 4,82 % (taux moyen pondéré de 3,2 %), selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur des périodes variant de 5 à 28 ans (période moyenne pondérée de 7,4 ans) et selon des taux d'actualisation variant de 5,25 % à 48 % (taux moyen pondéré de 12,0 %) qui tiennent comptes de la liquidité. La société a également tenu compte de la part estimative de la société des coûts de restructuration associés à l'accord.

Par suite de l'évaluation, la société n'a pas constaté, au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet, de dévaluation additionnelle de ses placements dans des PCAA (dévaluation de 32 137 \$

pour la période de neuf mois). La provision pour dévaluation totalise 43 337 \$ au 31 juillet 2008. La dévaluation des placements dans des PCAA comprend également une perte de 222 \$ à la suite de la réalisation, pour une contrepartie en espèce de 10 778 \$, d'un placement d'une valeur nominale de 11 000 \$ survenue en décembre 2007.

Une augmentation de 1 % des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 4 500 \$.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société au 31 juillet 2008 est entourée d'une grande incertitude. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours des prochains trimestres. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

La crise des liquidités qui frappe le marché canadien du PCAA émis par des tiers n'a pas eu d'incidence notable sur l'exploitation de la société. La société détient ou à accès aux fonds nécessaires pour remplir toutes ses obligations financières, d'exploitation ou réglementaires. Les fonds en fiducie, qui représentent les dépôts des clients, ainsi que les fonds disponibles, sont détenus à titre d'encaisse ou investis dans des instruments liquides [surtout de l'encaisse et des dépôts à terme] auprès d'un large éventail d'institutions financières importantes et ne sont nullement exposés à la crise du marché du PCAA.

NOTE 5 INSTRUMENTS FINANCIERS

Classement des instruments financiers

Le classement des instruments financiers, autres que les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur, au 31 juillet 2008 :

Classement des instruments financiers

	Détenus à des fins de transactions \$	Prêts et créances \$	Valeur comptable Total \$	Juste valeur \$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	259 641	—	259 641	259 641
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	212 845	—	212 845	212 845
Débiteurs	—	153 911	153 911	153 911
Placement dans des PCAA	100 385	—	100 385	100 385
Instruments financiers dérivés – Contrats d'achat à terme de carburant	46 657	—	46 657	46 657
	619 528	153 911	773 439	773 439
Passifs financiers				
Créditeurs et charges à payer	—	348 554	348 554	348 554
Dette à long terme	—	123 974	123 974	123 974
Débiteure	—	3 156	3 156	3 156
Instruments financiers dérivés – Contrats d'achat à terme de carburant	5 764	—	5 764	5 764
	5 764	475 684	481 448	481 448

Juste valeur des instruments financiers

Au 31 juillet 2008, les valeurs comptables des actifs financiers classés comme prêts et créances, composés essentiellement des débiteurs, et des passifs financiers à court terme classés comme autres passifs financiers se rapprochent de leur juste valeur compte tenu de leur réalisation prévue à court terme. Les valeurs comptables des autres passifs financiers à long terme se rapprochent de leur juste valeur compte tenu qu'ils sont assujettis à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, similaires à celles que la société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires.

La juste valeur des instruments financiers dérivés correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleines concurrence. La société établit la juste valeur de ses instruments financiers dérivés en utilisant le cours acheteur ou le cours vendeur, selon ce qui est approprié, sur le marché actif le plus avantageux auquel la société a un accès immédiat. Si le marché d'un instrument financier dérivé n'est pas actif, la société établit la juste valeur par l'application de techniques d'évaluation, telles l'utilisation des informations disponibles sur des transactions portant sur des instruments identiques en substance, par l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou autres techniques, le cas échéant. La société s'assure, dans la mesure du possible, d'intégrer les facteurs que des intervenants sur le marché prendraient en considération pour fixer un prix et que la technique d'évaluation est conforme aux méthodes économiques acceptées pour la fixation du prix d'instruments financiers.

La valeur comptable des instruments financiers dérivés au 31 juillet 2008 se détaille comme suit :

	Actif \$	Passif \$
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		
Contrats de change à terme	12 480	8 313
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de juste valeur		
Contrats de change à terme	—	1 887
Instruments financiers dérivés classés comme détenus à des fins de transaction		
Contrats d'achat à terme de carburant	46 657	5 764

Actif net (passif net)

	Dollar américain \$	Euro \$	Livre sterling \$	\$	Autres devises \$	Total \$
Monnaie de mesure des états financiers des sociétés du groupe						
Euro	(5 132)	—	3	(1 115)	(2 342)	(8 586)
Livre sterling	1 069	3 834	—	18 710	—	23 613
Dollar canadien	(20 595)	7 508	2 142	—	1 139	(9 806)
Autres devises	603	1 160	—	(10)	(406)	1 347
Total	(24 056)	12 503	2 145	17 595	(1 609)	6 568

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses affaires, la société est exposée au risque de marché, principalement le risque de variation de taux de change de certaines devises, le risque de variation des prix du carburant et le risque de taux d'intérêt. La société gère ces expositions au risque sur une base continue. Afin de limiter les incidences sur ses revenus, ses dépenses et ses flux de trésorerie, découlant de la fluctuation des taux de change, des prix du carburant et des taux d'intérêt, la société peut recourir à l'utilisation de divers instruments financiers dérivés. La direction de la société est responsable de l'établissement des niveaux de risques acceptables et elle n'utilise les instruments financiers dérivés qu'aux fins de gestion de ses risques, des engagements ou obligations existants ou prévus qu'elle prévoit effectuer compte tenu de son expérience passée.

Risque de change

La société est exposée, principalement en raison de ses nombreuses ententes avec des fournisseurs étrangers, de sa dette à long terme et de ses revenus en devises étrangères, et en raison des fluctuations des taux de change en ce qui concerne principalement le dollar américain, l'euro, et la livre sterling par rapport au dollar canadien et à l'euro. Environ 30 % des coûts de la société sont effectués avec une devise autre que la monnaie de mesure de l'unité d'exploitation qui encoure les coûts alors qu'un pourcentage négligeable des revenus est réalisé avec une devise autre que la monnaie de mesure de l'unité d'exploitation qui effectue la vente. Afin de préserver la valeur des engagements et des transactions anticipées, la société conclut des contrats de change à terme pour l'achat et/ou la vente de devises, en fonction de l'évolution anticipée des taux de change, dont l'échéance est généralement de moins de deux ans, et ce, en conformité avec sa politique de gestion des risques de devises.

Le tableau ci-dessous résume la position nette, en dollars canadiens, des actifs financiers et passifs financiers de la société et de ses filiales en devises, autres que leur monnaie de mesure des états financiers, au 31 juillet 2008, en fonction de leur monnaie de mesure des états financiers :

Le 31 juillet 2008, si le dollar canadien avait varié de 5 %, à la hausse ou à la baisse, en comparaison avec les autres devises, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de la société pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2008 aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 1 504 \$ alors que les autres éléments du résultat étendu auraient respectivement été inférieurs ou supérieurs de 25 134 \$.

Risque de variation des prix du carburant

La société est particulièrement exposée aux fluctuations des prix du carburant. Étant donné les pressions concurrentielles au sein de l'industrie, rien ne garantit que la société serait en mesure de répercuter toute augmentation des prix du carburant à ses clients en augmentant les tarifs et, le cas échéant, qu'une augmentation de tarifs suffirait à contrebalancer les coûts accrus de carburant, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses résultats d'exploitation. Afin de se protéger contre les augmentations subites et importantes des prix du carburant, la société s'est dotée d'une politique de gestion des risques de carburant qui autorise l'utilisation de contrats à terme, et d'autres types d'instruments financiers dérivés, dont l'échéance est généralement de moins de deux ans.

Le 31 juillet 2008, si les prix du carburant avaient varié de 10 %, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de la société pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2008 aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 25 046 \$ tandis que les autres éléments du résultat étendu n'auraient pas varié.

Au 31 juillet 2008, 71 % des besoins estimatifs de l'exercice 2008 et 34 % des besoins estimatifs de l'exercice 2009 étaient couverts par des contrats d'achat de carburant (50 % des besoins estimatifs de l'exercice 2008 et 2 % des besoins estimatifs de l'exercice 2009 étaient couverts au 31 octobre 2007).

Risque de taux d'intérêt

La société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à long terme à taux variables. La société gère son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt et pourrait, le cas échéant, conclure des accords de swaps consistant à échanger des taux variables pour des taux fixes.

Les fluctuations des taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que la société tire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. La société s'est dotée d'une politique de placement dont les objectifs sont de préserver le capital, la liquidité des instruments et d'obtenir un rendement raisonnable. La politique précise les types d'instruments d'investissement permis, leur concentration, leur cote de crédit acceptable et leur échéance maximum.

Le 31 juillet 2008, si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les

autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de la société pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2008 aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 310 \$ et de 841 \$ tandis que les autres éléments du résultat étendu n'auraient pas varié.

Risque de crédit

Le risque de crédit provient principalement d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire leurs obligations. Les débiteurs proviennent généralement de la vente de vacances à forfait à des particuliers par l'entremise d'agences de voyages et de la vente de sièges à des voyageurs géographiquement dispersés. Aucun client ne représente plus de 10 % du solde des débiteurs. Il ne s'est jamais produit que la société doive radier un montant appréciable de débiteurs. À l'exception des placements dans des PCAA, la société estime ne pas être soumise à une concentration importante du risque de crédit. Le risque de crédit maximum auquel la société est exposée au 31 juillet 2008 correspond à la juste valeur des équivalents de trésorerie, des placements dans des PCAA et des débiteurs.

Le tableau suivant résume l'âge des débiteurs en date du 31 juillet 2008 selon les conditions définies avec ces derniers :

	\$
Dans les délais	34 686
Moins de 30 jours en souffrance	81 229
30 à 60 jours en souffrance	14 117
61 à 90 jours en souffrance	7 767
Plus de 91 jours en souffrance	16 112
Total	153 911

Risque de contrepartie

La société est exposée au risque que les parties avec lesquelles elle conclut des contrats ne soient pas en mesure de respecter leurs engagements. Le risque de contrepartie inclut le risque lié à l'émetteur de titres, le risque d'exécution sur instruments financiers dérivés ainsi que le risque de crédit sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La société minimise son exposition au risque lié à l'émetteur en n'investissant que dans des produits bénéficiant d'une cote de crédit minimale de R1-Mid ou mieux (selon Dominion Bond Rating Service (DBRS)), A1 (selon Standard & Poor's) ou P1 (selon Moody's) en plus d'être cotés par un minimum de deux firmes de cotation. De plus, la société tente de minimiser son risque en ne concluant des contrats qu'avec des institutions financières de grande envergure ayant des cotes de crédit appropriées. L'exposition à ces risques est étroitement surveillée et contenue dans les limites dictées par les différentes politiques de la société. La société réexamine ses politiques de façon régulière.

La direction est d'avis que le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés est adéquatement contrôlé, puisqu'elle conclut des contrats uniquement avec des institutions financières de grande envergure ayant des cotes de crédit appropriées. Le risque auquel est exposée la société en ce qui concerne les

instruments financiers dérivés se limite au coût de remplacement des contrats aux cours du marché, dans l'éventualité d'un défaut de contrepartie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont investis de façon diversifiée auprès de sociétés bénéficiant d'une cote de crédit de haute qualité.

Risque de liquidité

La société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis aux termes de ses engagements et à un prix raisonnable. La société dispose d'un département de trésorerie qui a comme responsabilité, entre autres, de s'assurer d'une saine gestion des liquidités disponibles, du financement et du respect des échéances à l'échelle consolidée de la société. Sous la supervision de la haute direction, le département de trésorerie gère la liquidité de la société en fonction des prévisions financières et des flux de trésorerie anticipés.

Le tableau suivant résume les échéances des passifs financiers de la société en date du 31 juillet 2008 :

	Échéance de moins d'un an \$	Échéance de un à deux ans \$	Échéance de deux à cinq ans \$	Total \$
Créditeurs et charges à payer	349 606	—	—	349 606
Instruments financiers dérivés	15 613	351	—	15 964
Dette à long terme	13 668	13 668	96 638	123 974
Débiteure	—	3 156	—	3 156
Total	378 887	17 175	96 638	492 700

Gestion du risque de capital

Les objectifs de la société en termes de gestion du capital sont d'abord d'assurer la pérennité de celle-ci afin de pouvoir poursuivre son exploitation, de fournir un rendement à ses actionnaires, de fournir des avantages à ses autres parties prenantes et de maintenir une structure de capital la plus optimale possible afin de réduire le coût en capital.

La société gère sa structure de capital en fonction de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut décider d'ajuster le montant de dividendes versés aux actionnaires, de remettre du capital à ses actionnaires et de racheter de ses actions sur le marché ou émettre de nouvelles actions.

La société effectue le suivi de sa structure en capital en utilisant le ratio dette/équité rajusté. Ce ratio se calcule comme suit : dette nette/avoir des actionnaires rajusté. La dette nette est égale à la somme de la dette à long terme, de la débenture et des ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs, moins la trésorerie et équivalents de trésorerie (non détenus en fiducie ou autrement réservés) et les PCAA. L'avoir des actionnaires rajusté correspond à l'avoir des actionnaires à l'exception des montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu relativement aux couvertures de flux de trésorerie.

La stratégie de la société est de maintenir un ratio dette/équité inférieur à 1. Le calcul du ratio dette/équité en date du 31 juillet 2008 se résume comme suit :

	\$	\$
Dette nette		
Dette à long terme	123 974	
Débiteure	3 156	
Ententes hors bilan	240 012	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(259 641)	
Placements dans des PCAA	(100 385)	7 116
Avoir des actionnaires rajustés		
Avoir des actionnaires	353 730	
Montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu relativement à des couvertures de flux de trésorerie	(1 879)	351 851
Ratio dette/équité		2,0 %

NOTE 6 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Au cours du troisième trimestre, la société a payé une contrepartie conditionnelle de 2 379 € [3 804 \$] relativement à l'acquisition de L'Européenne de Tourisme (Amplitude Internationale), dont un montant de 1 400 € [2 238 \$] était déjà comptabilisé à titre de charge à payer. Un montant de 1 566 \$ a été comptabilisé à titre d'écart d'acquisition.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats des entreprises acquises ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective, sauf mention contraire.

Le 1^{er} mai 2007, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 1 264 € [1 921 \$], le solde des actions [30 %] d'Air Consultants B.V. (ACE). Un écart d'acquisition de 2 108 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

Le 11 juillet 2007, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du voyageur expéditif français Amplitude Internationale pour une contrepartie totale de 6 044 € [8 631 \$]. Un montant de 4 644 € [6 241 \$] a été versé au comptant à la date d'acquisition et le solde de 1 400 € [1 923 \$] était payable avant le 31 juillet 2008. Un écart d'acquisition provisoire de 3 516 \$ avait originalement été constaté à la suite de cette opération.

NOTE 7 AUTRES ACTIFS

	Au 31 juillet 2008 \$	Au 31 octobre 2007 \$
Placements dans des sociétés satellites et autres placements	57 947	628
Frais reportés, solde non amorti	2 488	2 701
Divers	1 352	1 102
	61 787	4 431

Le 10 décembre 2007, la société a acquis une participation de 35 % dans Caribbean Investments B.V., une société qui exploite cinq hôtels, situés au Mexique et en République dominicaine, pour une contrepartie au comptant de 50 621 \$ [50 100 \$ US] et des paiements conditionnels supplémentaires totalisant 5 000 \$ basés sur l'atteinte de certaines conditions spécifiques d'ici 2009, dont un montant de 984 \$ [1 000 \$ US] a été payé au cours du troisième trimestre. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation, et la quote-part du bénéfice net de la société acquise a été comptabilisée à compter du 10 décembre 2007. La répartition du prix d'achat relatif à cette acquisition est préliminaire et devrait être finalisée dès que la direction de la société aura recueilli toutes les informations importantes jugées nécessaires.

De plus, le 9 avril 2008, la société a effectué un apport en capital de 4 150 \$ [4 113 \$ US] dans la société Caribbean Investments B.V.

NOTE 8 DETTE À LONG TERME

Le 16 novembre 2007, la société a conclu une entente avec une institution financière portant sur un crédit à terme rotatif, non garanti, au montant de 150 000 \$ et, aux fins d'émission de lettres de crédit, sur un crédit rotatif au montant de 60 000 \$, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % des lettres de crédit émises [voir note 3]. Cette entente vient à échéance le 16 novembre 2012. Selon les conditions de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée.

Au 31 juillet 2008, le solde utilisé du crédit à terme rotatif s'élevait à 80 792 \$.

NOTE 9 CAPITAL-ACTIONS

a) Capital-actions

Autorisé

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la Loi sur les transports au Canada [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut

fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Émis et en circulation

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

Pour la période de neuf (9) mois terminée le 31 juillet 2008	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2007	33 628 386	156 964
Émission de la trésorerie	40 776	956
Exercice d'options	48 420	903
Rachat d'actions	(1 064 200)	(5 000)
Solde au 31 juillet 2008	32 653 382	153 823

Rachats d'actions

Le 15 juin 2008, la société a renouvelé, pour une période de douze mois, son offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités. Ce renouvellement vise de racheter pour fins d'annulation un nombre maximal de 3 175 506 actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B de la société, soit moins de 10 % des actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B détenues par le public à la date du dépôt de l'offre. Les actions seront rachetées au cours du marché plus les frais de courtage.

Conformément à ses offres publiques de rachat dans le cours normal de ses affaires, la société a racheté, au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, un total de 1 064 200 actions à droit de vote, composé d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 24 864 \$.

Bénéfice (perte) par action

(en milliers, sauf les montants par action)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 31 juillet		Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Numérateur				
Bénéfice (perte) attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote	(2 449)	16 107	28 135	71 878
Intérêts sur débetures pouvant être réglées en action à droit de vote	—	32	97	96
Bénéfice (perte) attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote et servant au calcul du bénéfice dilué par action	(2 449)	16 139	28 232	71 974
Dénominateur				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	32 656	33 810	33 223	33 812
Débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote	—	90	117	95
Options d'achat d'actions	66	269	146	257
Bons de souscription	—	—	—	67
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué par action	32 722	34 169	33 486	34 231
Bénéfice (perte) par action				
Bénéfice (perte) de base	(0,07)	0,48	0,85	2,13
Bénéfice (perte) dilué(e)	(0,07)	0,47	0,84	2,10

b) Options

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2007	506 083	22,70
Attribuées	259 181	21,35
Exercées	(48 420)	13,21
Annulées	(671)	22,34
Solde au 31 juillet 2008	716 173	22,85
Options pouvant être exercées au 31 juillet 2008	322 217	19,89

c) Bénéfice (perte) par action

La débeture pouvant être réglée en actions à droit de vote n'a pas été pris en compte dans le calcul du bénéfice dilué par action de la période de trois mois terminée les 31 juillet 2008 en raison de son effet antidilutif. L'incidence potentielle de la débeture sur le dénominateur est de 151 000 actions. Étant donné la perte enregistrée au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008, les 716 173 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul de la perte diluée par action en raison de leur effet antidilutif.

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, 139 000 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société pour cette période.

Le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action ont été calculés comme suit :

NOTE 10 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	2008	2007
	\$	\$
Cumul des autres éléments du résultat étendu		
Solde au début de la période	(66 501)	(12 413)
Autres éléments du résultat étendu de la période	72 440	(6 661)
Solde à la fin de la période	5 939	(19 074)

Informations sectorielles

	Période de trois (3) mois terminée le 31 juillet 2008			Période de neuf (9) mois terminée le 31 juillet 2008		
	Amérique du Nord	Europe	Total	Amérique du Nord	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	509 477	350 403	859 880	2 069 663	652 764	2 722 427
Dépenses d'exploitation	521 212	325 904	847 116	1 994 571	629 800	2 624 371
	(11 735)	24 499	12 764	75 092	22 964	98 056

Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ¹				188 909	131 861	320 770
---	--	--	--	----------------	----------------	----------------

	Période de trois (3) mois terminée le 31 juillet 2007 [redressé — note 2]			Période de neuf (9) mois terminée le 31 juillet 2007 [redressé — note 2]		
	Amérique du Nord	Europe	Total	Amérique du Nord	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	475 034	266 728	741 762	1 850 126	515 373	2 365 499
Dépenses d'exploitation	464 180	251 675	715 855	1 746 803	501 748	2 248 551
	10 854	15 053	25 907	103 323	13 625	116 948

Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ²				194 236	117 297	311 533
---	--	--	--	---------	---------	---------

¹Au 31 juillet 2008 ²Au 31 octobre 2007

NOTE 12 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

NOTE 11 INFORMATIONS SECTORIELLES

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique du Nord et en Europe.

Les notes 4, 11, 12, 13 et 21 des états financiers consolidés vérifiés 2007 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

Contrats de location-exploitation

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant

total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

Lettres de crédit irrévocables

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, sont généralement émises pour un an et sont renouvelables. La société a également remis aux organismes provinciaux de réglementation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 juillet 2008, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 469 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

Contrats de cautionnement

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 juillet 2008, le montant total de ces garanties s'élevait à 798 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 31 juillet 2008, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

NOTE 13 ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR

Le 1^{er} août 2008, la société a prolongé ses emprunts garantis par des aéronefs. En vertu de ces nouvelles ententes, le montant des emprunts s'élève à 40 000 \$ US et sont garantis par les aéronefs. Les emprunts portent intérêts aux taux TIOL (Taux interbancaire offert à Londres) majorés de 2,15 % et 3,25 % et viennent à échéance en 2011.

VOYAGISTES EXPÉDITIFS

Transat Tours Canada (TTC)

Vacances Transat

Caraïbes, Amérique latine et Mexique au départ du Canada, marché Canada-Europe et croisières

Nolitours

Caraïbes, Amérique latine, Mexique et Floride au départ du Canada

Look Voyages

Bassin méditerranéen, Afrique, Asie, Caraïbes, Mexique, etc. au départ de la France et Clubs Lookéa

Amplitude Internationale

Tunisie au départ de la France

Vacances Transat (France)

Amériques, Caraïbes, Asie, Afrique au départ de la France. Circuits en Europe de l'Est, Scandinavie, Écosse, Irlande sous la marque Bennett

Brokair

Circuits de groupe au départ de la France

Canadian Affair

Voyagiste britannique spécialisé sur le Canada

Rêvatours

Europe de l'Est, Asie, Afrique du Nord, etc. au départ du Canada

Merika Tours

Destinations nord-américaines au départ du Canada

Air Consultants Europe (ACE)

Représentant de TTC en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg et en Autriche

VOYAGISTES RÉCEPTIFS — SERVICES À DESTINATION

Jonview Canada

Circuits et forfaits à destination du Canada

Tourgreece

Circuits et forfaits à destination de la Grèce

Trafic Tours

Excursions et services à destination au Mexique

Turissimo

Excursions et services à destination en République dominicaine

Transat Holidays USA

Services à destination et agence de voyages en Floride

HÔTELLERIE

Ocean Hotels

3 hôtels au Mexique et 2 hôtels en République dominicaine (avec H10 Hotels)

DISTRIBUTION AU DÉTAIL

Transat Distribution Canada

Plus de 400 agences de voyages au Canada (Club Voyages, Voyages en Liberté, TravelPlus, Marlin Travel, tripcentral.ca) et exitnow.ca

Club Voyages (France)

Réseau de 69 agences de voyages en France (Club Voyages et Look Voyages)

TRANSPORT AÉRIEN

Air Transat

Transporteur aérien nolisé spécialisé dans les voyages vacances

Handlex

Services aéroportuaires à Montréal, Toronto et Vancouver



Siège social

Transat A.T. inc.
Place du Parc
300, rue Léo-Pariseau, bureau 600
Montréal (Québec) H2X 4C2
Téléphone : 514.987.1660
Télécopieur : 514.987.8035
www.transat.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Compagnie Trust CIBC Mellon

Bourse

Toronto Stock Exchange (TSX)
TRZ.B; TRZ.A